

ASS/GF/II/MG

2026-41

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MARS 2026

<u>OBJET : CHARTE DE L'ÉLU LOCAL</u>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 33	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 23 mars 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit mars à dix heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Françoise CASTEL, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. El Mahdi DAHBI, Mme Mireille SANTINI, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Christine FOULQUIER, M. Erik LE MOAL , Mme Pauline VILCHEZ, M. Christian ROIG, Mme Mélinda MARTIN, M. Jean-Charles PITT, Mme Magali GARY-BOBO, M. Thierry CAUMEIL, Mme Émilie FABREGAT, M. Philippe GALANO, Mme Vanessa BESLER, M. Bernard ROUSSET, Mme Angélique ARCIET, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Carol-Ann EHRHARD, M. André HERNANDEZ, Mme Valérie DUMONTET, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Denis PROVENT, Mme Dominique GEA, M. Michel CANO

Étaient absents : N/A

Avaient donné mandat : N/A

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Françoise CASTEL

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Vu la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local ;
Vu les articles L. 1111-12 à L. 1111-14 du Code général des collectivités territoriales ;

La loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local a abrogé l'article L. 1111-1 du Code général des collectivités territoriales dont les dispositions constituaient la Charte de l'élu local.

Ce sont désormais les articles L. 1111-13 et L. 1111-14 de ce code qui énumèrent les devoirs des conseillers municipaux et qui constituent la nouvelle Charte de l'élu local.

Il est procédé à la lecture de ces dispositions, dont chaque conseiller s'est vu remettre une copie :

L'article L. 1111-12 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille.

Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres. Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local. »

L'article L. 1111-13 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.

L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.

L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.

Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.

Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif. »

L'article L. 1111-14 du Code général des collectivités territoriales dispose :

« Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.

Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.

Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.

Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue et permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.

Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues. »

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la lecture et de la distribution de la Charte de l'élu local.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal prend acte sans question ni observation
de la lecture et de la distribution de la Charte de l'élu local**

Pour extrait certifié conforme :

Le Président de séance,
Gérard FORCADA, Maire

La secrétaire de séance
Françoise CASTEL



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20260328-2026-41-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/04/2026
Publication : 03/04/2026

Pour le Maire

